

5036 17447/19

9162

(1939)

A

Constitution de groupement pour la répartition des ressources  
en temps de guerre - (application du décret-loi du 19 avril 1939)

Note de M. LE BESNERAIS à M. FILIPPI	21. 4.39
Note de M. CLOSSET à M. FILIPPI	25. 4.39

Voir D. 9141 : Organisation de la  
Nation en temps de guerre

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

Le 25 avril 1939

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL Adj<sup>t</sup>  
DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Décret-loi du 18 avril 1939 tendant  
à faciliter la constitution en So-  
ciétés des groupements formés en  
application de la loi du 11 juil-  
let 1938.-

Monsieur le Secrétaire Général,

Le décret-loi du 18 avril 1939 visé dans la note ci-jointe, se réfère à l'application de l'art. 49 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre.

1°) L'art. 49 de la loi du 11 juillet 1938 prévoit la possibilité de constituer en temps de guerre - et même d'organiser dès le temps de paix - des groupements de producteurs, de commerçants patentés et de consommateurs, ayant, le cas échéant, le caractère de Sociétés commerciales, en vue de procéder, sous le contrôle de l'Etat, à toutes opérations de réunion et de répartition d'une catégorie déterminée de ressources.

Cet article se réfère directement aux art. 20 à 24 de la même loi qui prévoient et organisent la procédure de fourniture amiable et de réquisition de toutes les prestations nécessaires pour assurer les besoins du pays.

.....



*à donner  
le*

2°) Quant au décret-loi du 18 avril 1939, il a pour seul objet d'assouplir des règles de droit commun sur les formalités de constitution des Sociétés ~~pour~~ la création des groupements prévus comme il est dit plus haut par l'art. 49 de la loi du 11 juillet 1938.

Il ne semble pas que ces textes puissent avoir, en ce qui nous concerne de repercussions directes ou indirectes, sauf peut-être dans la mesure où nos ateliers seraient occupés à l'exécution de commandes de l'Etat, l'art. 21, 10° al. de la loi du 11 juillet 1938 disposant :

"Les exploitations partiellement occupées à l'exécution des commandes de l'Etat pourront être placées, en ce qui concerne leur production affectée à l'Etat, sous le même contrôle et le même régime" c'est-à-dire sous le contrôle de l'Etat organisé par les alinéas précédents de l'article.

*R. Closer*

7  
r  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le 21 Avril 1939

R. C. Seine 276.448 B

OBJET :

Décrets-lois du 18 Avril  
1939

*M. Clomet  
vous propose d'examiner  
cette question et m'en parler  
v. l. 2  
Fuy*

Monsieur le Secrétaire Général

*K. Schiller  
signé  
29/4  
PC*

Le Journal Officiel du 19 Avril 1939 a publié un certain nombre de décrets-lois parmi lesquels je relève le suivant :

- décret tendant à faciliter la constitution en sociétés des groupements formés en application de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Je ne pense pas que les dispositions de ce décret soient de nature à avoir des répercussions directes ou indirectes pour ce qui nous concerne. Je vous demanderai toutefois de bien vouloir faire examiner la question et de me communiquer vos observations éventuelles.

Le Directeur Général,

